



**Syndicat National « Force Ouvrière »
des Finances Publiques**

Section d'Indre et Loire

Déclaration liminaire de la délégation F.O.-DGFIP

Monsieur le Président,

Pour l'Indre et Loire, c'est encore 16 suppressions d'emplois nettes !!! (IDIV HC -1, Inspecteurs - 1, Contrôleurs - 3, Géomètres B -1, Agents - 10).

La Direction générale continue de faire peser les réductions d'effectifs sur les inspecteurs, contrôleurs et surtout agents. On est encore très loin d'un effort réparti comme s'y était engagé le précédent directeur général.

Ces suppressions sont un handicap de plus pour l'ensemble des services dans l'accomplissement de nos missions quotidiennes.

Avec 1 nouvel emploi de géomètre supprimé, faut-il voir un mauvais présage pour l'avenir de ce métier et de cette mission au sein de la DGFIP ?

Certaines trésoreries, qui étaient encore viables, perdent encore un emploi. Faut-il y voir un signe quant à leur avenir ?

L'emploi d'inspecteur aurait pu, aurait du, rejoindre la trésorerie de l'Ile Bouchard restructurée, mais a été tout bonnement supprimé. Est-ce là «l'iso-organisation» dont vous nous aviez fait part lors des précédents CTL ?

Ces 16 suppressions d'emplois viennent s'ajouter aux 17 de 2014, aux 18 de 2013, aux 22 de 2012 et à celles de toutes les années précédentes...

Lors de nos nombreuses HMI et visites de services ces deux dernières années, et alors que les services sont sollicités à tous les niveaux comme jamais, les collègues ont témoigné de leur quotidien professionnel. Que penser des responsables qui imposent aux personnels de travailler dans l'urgence, et sans aucune lisibilité, dans des conditions morales et matérielles extrêmement dégradées depuis plusieurs années?

Pourtant, pour **F.O.-DGFIP**, ce n'est pas faute de dénoncer, nationalement et localement, qu'il n'y a plus assez d'agents dans les services pour assurer le service public républicain, normalement et sereinement !

Mais rien n'y fait, notre direction générale reste complètement sourde et aveugle à la réalité du terrain, à ce que les agents vivent au quotidien, aux conditions de travail réelles qui sont celles des services et non celles fantasmées de la démarche stratégique.

Car les seules réponses de l'administration, pour pallier à la dégradation sans précédent des conditions de travail, ont été de réduire les horaires d'ouverture, sans s'attaquer à l'origine du problème, et de prévoir le démantèlement du réseau avec la suppression de 850 SIP, SIE, SPF et trésoreries d'ici 2018, dont 300 opérations en 2015.

A ce triste constat, on pourra, à n'en pas douter, y ajouter les restrictions budgétaires qui seront annoncées ultérieurement et qui ne feront qu'amplifier la situation.

Le but étant toujours le même : adapter les services à la cure d'austérité de 2015 en attendant celles des années suivantes.

Mais qu'en est-il de la santé des agents, de l'amélioration des conditions de vie au travail ?

Pour F.O.-DGFIP, il doit y avoir une autre alternative que « survivre ou périr »!

Les élus F.O.-DGFIP 37 continuent d'exiger le recrutement immédiat du personnel nécessaire au bon exercice des missions.

